

# MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP)** en date du 27/01/2026

Objet du marché :  
**« Petits travaux » d'entretien de chaussées de la DIR Centre-Ouest**

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Généralités

Les prestations du présent marché sont indiquées au CCTP, ainsi que leurs lieux d'exécution et leurs décompositions en lots.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

En cas d'accord cadre à bons de commande (ACBC), chaque bon de commande (BDC) précisera :

- la référence du marché, le lot, la période, le N° du BDC et le N° d'engagement juridique (EJ) du BDC,
- la quantité, le prix et le montant par catégorie / nature des produits,
- les montants HT, TVA et TTC de la commande, ainsi que l'avance éventuelle,
- le délai d'exécution, éventuellement avec une période de préparation, sa nature et sa durée,
- les lieux d'exécution et la personne en charge de la constatation du service fait,
- les conditions particulières d'exécution du marché, prioritaires sur celles énoncées au CCAP.

Les commandes seront signées, selon leurs montants, par le RPA ou le chef du SPT.

Elles pourront être établies dès notification du marché jusqu'à l'expiration de la durée du marché indiquée à l'acte d'engagement (AE). Elles pourront s'exécuter au-delà de la durée du marché, majorée de 3 mois (voir stipulations sur l'AE).

Si le RPA ne souhaite pas reconduire tacitement le marché, il doit se prononcer dans un délai de un (1) mois avant la fin de la validité de la période en cours.(voir stipulations sur l'AE)

### 1.2 Intervenants

Le maître d'œuvre désigné à l'acte d'engagement (AE) représente le pouvoir adjudicateur (RPA) maître d'ouvrage (MOA) des travaux.

La mission de maître d'œuvre (MOE) au sens du CCAG est constituée des éléments : VISA, DET et AOR. Elle est assurée par le(s) service(s) ou le district indiqué(s) sur le bon de commande.

Le MOE peut subdéléguer des fonctions par ordre de service (OS) au RCSEM stipulé à l'A.E.

Les intervenants éventuels externes à la DIR seront précisés au titulaire après notification du marché. Une déclaration sera établie pour l'acceptation de chaque sous-traitant éventuel.

Par dérogation à l'article 3-8-1, les ordres de service sont écrits, datés, numérotés, signés et notifiés par le MOE.

Les ordres de service émis par le maître d'oeuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. Pour ces ordres de service, par dérogation à l'article 3-8-1 du CCAG le maître d'ouvrage est réputé avoir donné son accord tacitement trois jours après avoir été saisi par courrier ou mail par le maître d'oeuvre. En cas d'urgence le maître d'ouvrage ne sera pas saisi pour validation de ces ordres de service. Le maître d'oeuvre devra indiquer, par courrier ou par mail, au maître d'ouvrage du recours à cette procédure d'urgence avant d'émettre l'ordre de service.

### 1.3 Notifications

Les notifications et correspondances du RPA/MOA avec le titulaire sont effectuées par le MOE désigné à l'AE ou tout agent mandaté par lui, par échanges électroniques via la plate-forme dématérialisée de l'État (PLACE) ou par courriel avec accusé de réception automatique. Le titulaire accepte pour cela de recevoir les échanges sur sa boîte électronique précisée au marché, éventuellement modifiée ultérieurement.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception d'une notification, il est réputé l'avoir reçue le jour suivant la date d'envoi.

Si cela est jugé nécessaire par le maître d'oeuvre ou le titulaire, les échanges peuvent se faire par courrier postal (sans recommandé, sauf si c'est imposé par la réglementation) ou par remise en main propre (avec accusé de réception sous forme papier). Dans ce cas particulier où une décision ou information fait courir un délai en heures, une télécopie sera adressée au titulaire et celui-ci sera réputé l'avoir reçue une (1) heure après l'envoi.

Les documents envoyés par courriels ne sont pas nécessairement signés. L'original est conservé par l'expéditeur. Les courriers scannés sont assimilés à des copies.

### 1.4 Réglementation du travail

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par l'Organisation Internationale du Travail, de communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas de sous-traitant étranger, le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

### 1.5 Assurances

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire (responsabilité civile professionnelle, décennale et assurance du maître d'ouvrage). En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses co-traitants ou sous-traitants), le RPA se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire à sa charge.

Le RPA se réserve le droit d'imposer la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale et de demander au titulaire, sans supplément de prix, la souscription de garanties supplémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par les polices d'assurance sont insuffisants.

En cas de travaux sur existants, les garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices doivent apporter, pendant et après les travaux, les garanties minimales suivantes par sinistre : dommages corporels : 10 fois le montant du marché, limité à 4,5 M€ ; dommages matériels et/ou immatériels : 2 fois le montant du marché, limité à 450 k€.

### 1.6 Prestations similaires

Le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, en application de l'article R. 2122-7 du décret 2018-1075.

**1.7 Clauses sociales et environnementales :** prescriptions particulières suivantes :

**Clauses sociales :** voir article 11

**Clauses environnementales :**

*Le critère environnemental pèse 15 % de la note d'attribution du marché.*

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ** par ordre de priorité (dérogation à l'art 4-1 du CCAG)

A- Les pièces particulières sont : l'acte d'engagement (AE) signé par le titulaire et le RPA, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont les dates de référence sont précisées à l'AE ; ainsi que les documents indiqués à l'AE ;

B- Les pièces générales sont : le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) conformément à l'arrêté du 30/03/2021) et le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux, en vigueur au premier jour du mois précédent la date de publication sur le profil acheteur ;

Ainsi que : l'instruction interministérielle sur la signalisation routière de novembre 2015 (1ère à 8ème partie) ; l'arrêté RNER modificatif du 4 juillet 2019 et ses évolutions ; les documents relatifs à la signalisation temporaire de chantier (volume 2 : manuel du chef de chantier - routes à chaussées séparées) ;

Seuls font foi les documents originaux du marché détenus par l'administration.

## **ARTICLE 3. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

**3.1 Tranches optionnelles** : sans objet.

### **3.2 Contenu des prix**

Les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires doivent être fournis dans les dix (10) jours à compter de la demande du maître d'œuvre.

Les prix sont établis en tenant compte notamment :

- des dépenses liées aux mesures concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ainsi que le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- des sujétions d'exécution suivantes : travaux préliminaires ; présence d'ouvrages existants ; construction d'ouvrages provisoires (voie d'accès, piste de chantier, accès riverains, rétablissement des écoulements naturels, etc.) ; conditions d'utilisation et d'exploitation des voies publiques, à maintenir propres ; protection des balises, jalons, repères et autres dispositifs en place ; protection des réseaux existants ; assainissement provisoire ; remise en état des emplacements d'espace public mis à disposition du titulaire ; interdiction d'emprunter les voies de rétablissement et de désenclavement sans accord préalable du Maître d'œuvre ; prise en compte des accès imposés ;
- de tous les contrôles, à l'exception de ceux mentionnés explicitement dans le marché « à la charge du Maître d'ouvrage » ;
- que le chantier comporte une part importante d'exploitation ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché ;
- qu'il faut considérer comme normalement prévisibles les intempéries tant qu'elles ne dépassent pas les valeurs suivantes : pendant plus de 10 jours : pluie de 20 mm / j ; gel à 10h00 ; vent de 80 km/h ; pendant 1 jour. Le lieu de constatation des intensités sera précisé par OS ;

### **3.3 Variation dans les prix**

Le mode de variation des prix est précisé à l'acte d'engagement (AE), ainsi que le mois zéro (mo) à savoir le mois de la date limite de remise des offres (indiqué à l'AE), par dérogation à l'article 9-4 du CCAG. **lo** représente la valeur de l'index du **mois mo**.

La variation se fait par référence aux index ci-après, publiés sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index :

La variation se fait par référence aux index ci-après, publiés sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index :

Index	Désignation - identifiant	Prix concernés
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie	1.1 à 10 ; 13.1 à 16.3
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés	11.1 à 12
TSH	Travaux de Signalisation Horizontale	17.1 à 22

### **prix révisables**

La révision de chaque prix sera effectué, à chaque acompte, selon la formule **0,15 + 0,85 x (Im/Io)**, dans laquelle **Im** sera :

- **Im** = l'index du mois de réalisation des prestations.

Une révision provisoire sera éventuellement effectuée mensuellement dans l'attente de la révision définitive dès parution de l'index définitif du mois.

### **3.4 Modalités de paiements : présentation des situations mensuelles et/ou finale**

Le paiement des travaux s'effectuera sur présentation des factures. Les mentions à préciser sur celles-ci seront les suivantes :

- **Accords-cadres à bons de commande (ACBC)**

Le n° et l'objet du marché, la période, le lot, les références et la date du bon de commande (BDC), la date de réalisation des prestations et impérativement le n° d'engagement juridique (EJ).

Les factures et toutes les pièces relatives aux paiements des travaux des sous-traitants agréés (attestations de paiement du titulaire et copie des factures des sous-traitants), **devront être adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante :**

Portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Factures TRAVAUX  
Destinataire, maître d'œuvre et maître d'ouvrage

Références à mentionner impérativement sur la facture :

**N° SIRET DE LA DIRCO : 13000168800410**

**+ N° EJ sans espace**  
**Cadre de facturation A4**

Pour les ACBC, ces références seront rappelées sur chaque bon de commande.

Les prestations réalisées des marchés uniques et des ACBC pourront faire l'objet de paiements partiels. Les factures seront établies après constatation totale ou partielle du service fait.

Le calcul des états d'acomptes, conforme aux factures, pourra être effectué soit par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère, soit par un formulaire informatique du maître d'œuvre.

Ensuite, l'état d'acompte mensuel correspondant sera déposé sur le portail chorus Pro.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux articles 12.1, 12.2 et 12.3 du CCAG travaux-

Les ACBC pourront être soldés soit tacitement à l'issue du délai de validité du marché ou de la période, soit lorsque le montant maximum est atteint, soit par décision du RPA.

### 3.5 Groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, le règlement des prestations sera effectué sur un compte unique, au nom des membres du groupement ou du mandataire (article 10-7-2 du CCAG).

### 3.6 Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## ARTICLE 4. DÉLAIS - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

### 4.1 Durée du marché et délais d'exécution : voir l'acte d'engagement

### 4.2 Prolongation des délais d'exécution

Le nombre de jours d'intempéries réputées prévisibles est de : 0 jour.

Hors intempéries visées par une disposition légale, conduiront à une prolongation de délai les niveaux qui dépassent ceux indiqués à l'article 3-2 (contenu des prix).

### 4.3 Pénalités autres que celles prévues au CCAG (dérogation à l'article 19)

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités de retard autres (concernant la sécurité, les clauses environnementales du marché et les clauses sociales) que celles liées à l'exécution des travaux, sont encourues du simple fait de la constatation du maître d'œuvre.

- *Retard dans l'exécution des travaux (ainsi que dans le début d'exécution des travaux d'urgence)* : la pénalité journalière sera de **1 000 €** par jour de retard.

- *Signalisation* : pénalité cumulable d'un montant unitaire de **500 €** en cas de non respect des consignes de signalisation prévues sur l'une des voiries empruntées, sauf cas de force majeure.

- *Chaussées salies* : pénalité journalière de **500 €** cas de non-nettoyage de chaussée ouverte à la circulation publique, ainsi que l'intégralité des coûts du nettoyage s'il s'avère nécessaire d'y faire procéder.

- *Non respect de l'environnement* : pénalité forfaitaire cumulable de **2 500 €** par rejet non autorisé en cours d'eau ou par non respect des consignes fixées dans le cadre de la police de l'eau ou par non respect des stipulations contractuelles, constatés de façon unilatérale ; le titulaire encourt en outre les frais et risques liés aux procédures engagées par les services de police.

- *Non-conformité en termes de moyens et de résultats* : l'entreprise assure à sa charge les reprises nécessaires à la mise en conformité, y compris les frais d'exploitation ; à défaut et après mise en demeure sous un délai de 8 jours, il y est procédé d'office à ses frais et risques.

- *Réunion de chantier* : pénalité de **500 €** par réunion en cas d'absence par le titulaire.

- *Documents non fournis après exécution* : pénalité cumulable de **200 €** par jour de retard, applicable sur constat unilatéral de carence du titulaire.

#### - Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène et sécurité

En cas de non respect des règles d'hygiène et sécurité définies dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à CINQ CENTS EUROS (500 €).

De plus, le non respect des règles de sécurité décrites ci-dessous entraîne l'application des pénalités suivantes :

N° de la pénalité	Définition	Montant de la pénalité
P1	Stationnement sans surveillance et sans signalisation dans un endroit pouvant être atteint par un véhicule sortant accidentellement de la chaussée. L'UNITE : mille cinq cents Euros	1 500,00 €
P2	Absence de gyrophare(ou de feu à éclats) sur un véhicule ou un engin. L'UNITE :mille deux cents Euros	1 200,00 €
P3	Non fonctionnement (quelle que soit la cause)de gyrophare (ou feu à éclats) sur un véhicule ou un engin au cours d'une évolution autre que la circulation normale dans les voies réservées à cet effet. L'UNITE : mille deux cents Euros	1 200,00 €
P4	Absence de vêtement de signalisation haute visibilité de classe 3 ou 2 L'UNITE : mille cinq cents Euros	1 500,00 €
P5	Non-respect du DESC (horaires de chantier figurant au DESC ou mode d'exploitation prévu au DESC) ou des normes de sécurité sur bidirectionnelles, bretelles, etc L'UNITE : trois mille Euros	3 000,00€
P6	Défaillance dans la gestion des accès du chantier - incident constaté dans la gestion des accès du chantier, l'unité cinq mille euros - absence d'agents aux extrémités du chantier, l'unité quinze mille euros	5 000 € à 15 000 €

Ces pénalités, P1 à P6, sont cumulables. Toutefois, chacune ne peut être appliquée au titulaire qu'une fois par journée de travail, par engin, par élément de signalisation et par personne.

#### 4.4 Autres pénalités

##### 4-4.1. Compactage des graves et bétons traités aux liants hydrocarbonés

Si à l'issue de la réception des compacités des graves et des bétons traités aux liants hydrocarbonés (grave bitume et béton bitumineux) prévue au CCTP, il apparaît que les compacités définies à l'article 4.2.3 du CCTP ne sont pas obtenues, il est appliqué les mesures suivantes :

Soit y le pourcentage de points de mesure ne respectant pas les spécifications définies à l'article 4.2.3 du CCTP.

- Si  $y \leq 10 \%$  les résultats sont conformes,
- Si  $10 < y \leq 20 \%$  il est appliqué la réfaction de prix suivante :

$$x = 0,025 \times (y - 10) \times P \times t$$

avec

P : prix unitaire

t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

Si  $y > 20 \%$  refus du lot défectueux et remise en état complète aux frais de l'entrepreneur.

##### 4-4.2. Nivellement et profils en travers

###### A. Couche de roulement

Le contrôle est réalisé tous les 10 mètres dans les conditions définies au CCTP.  
Lorsque les tolérances fixées au CCTP sur la totalité du lot (PR à PR) défini au CCTP ne sont satisfaites que pour un pourcentage de points compris entre 90% et 95%, une réfaction de prix de 20 % est appliquée sur l'ensemble de la section de contrôle non conforme.  
Lorsque les tolérances ne sont satisfaites que pour un pourcentage de points inférieur à 90%, l'entrepreneur réalisera, à ses frais, le reprofilage ou le rabotage des sections non conformes par la mise en œuvre d'une nouvelle couche conforme au Bon de Commande.

#### **B. Surface de la couche de fondation, de base et de liaison**

##### **Contrôle transversal**

Le contrôle transversal est réalisé par bande de répannage.

En cas de non respect des tolérances fixées au CCTP, il sera appliqué une réfaction égale à 10% du prix total de mise en œuvre du matériau sur la surface concernée.

Cette réfaction s'applique autant de fois qu'il y a de flaches hors tolérances et la surface à prendre en compte est le produit de la largeur de la voie par la distance entre profil

##### **Contrôle longitudinal**

Le contrôle est réalisé par la bande de répannage.

En cas de non respect des tolérances fixées au CCTP, il sera appliqué une réfaction égale à 20 %.

La surface à prendre en compte est le produit de la largeur de la bande de répannage par la longueur sur laquelle l'irrégularité est constatée.

Ces réfections ne sont applicables que dans la mesure où le total des surfaces hors tolérances d'une zone n'excède pas 10% de la surface totale de ladite zone.

Au-delà, l'entrepreneur procédera, à ses frais, au reprofilage nécessaire, à la micrograve.

#### **4-4.3. Macrotexture**

Pour un lot de contrôle refusé, aucune réfaction de prix pour non conformité de la macrotexture n'est applicable.

L'entrepreneur propose une solution de réfection. Après cette réfection, des mesures de macrotexture sont effectuées au frais de l'entrepreneur.

#### **4-4.4. Non-respect dosage en liant**

En début de chantier, les dosages théoriques des diverses catégories d'enrobés et de graves sont proposés par l'entrepreneur et indiqués dans son PAQ.

En cas de constatation à posteriori sur l'enrobé ou la grave fabriqué(e) et mis(e) en œuvre, d'un dosage moyen en liant différent de  $\pm 0,3$  p.p.c par rapport au dosage théorique contrôlé sur au moins six valeurs :  
- Si cette moyenne des contrôles est comprise entre  $\pm 0,3$  et  $0,5$  p.p.c par rapport au dosage théorique, il est appliqué une réfaction à la tonne d'enrobés de 10 % du prix de fabrication des enrobés sur le lot de contrôle concerné, tel qu'il résulte du sous détail de prix fait à son offre.

Si la moyenne des contrôles est supérieure à  $\pm 0,5$  p.p.c par rapport au dosage théorique, la fabrication des enrobés n'est pas rémunérée sur le lot de contrôle concerné.

#### **4-4.5. Pénalités pour défaut de caractéristiques de surfaces (uni)**

En cas de non respect de l'article 4.2.4 du CCTP, l'entrepreneur propose une solution de remise en conformité.

En fonction des solutions envisagées, le maître d'oeuvre se réserve le droit d'appliquer une réfaction de prix après remise en conformité.

Le lot considéré étant formé du lot de contrôle, la réfaction de prix est de 10 % du prix total des prestations assurées par l'entrepreneur au titre du matériau considéré (en PO et MO).

Pour l'uni, il sera fait application de la note technique du 30 septembre 2015 de la DIT (abrogation de la circulaire n°2000-36 du 22 mai 2000 de la Direction des Routes)

#### **4-4.6. Non respect des fuseaux granulométriques**

La vérification de la conformité des fuseaux granulométriques est effectuée à partir de résultats issus :  
x de prélèvement d'échantillon d'enrobé à chaud, à raison d'un par camion,

x de carottage.

L'article IV-2.2 du CCTP définit trois zones de qualité (mauvaise, médiocre, correcte) en fonction de seuils de qualité de fabrication.

Nature des essais	Définition des seuils de qualité de fabrication sur la moyenne d'un lot				
	Zones de qualité				
	mauvaise	médiocre	correcte	médiocre	mauvaise
<b>Granularité</b>					
% de passant D à 10 mm ou 14 mm	- 5 %	- 3 %	Valeur étude (en %)	+ 3 %	+ 5 %
% de passant à 8 mm ou 12.5 mm selon D	- 8 %	- 5 %		+ 5 %	+ 8 %
% de passant à 6.3 mm	- 7 %	- 4 %		+ 4 %	+ 7 %
% de passant à 4 mm	- 7 %	- 4 %		+ 4 %	+ 7 %
% de passant à 2 mm	- 5 %	- 3 %		+ 3 %	+ 5 %
% de passant à 0.063 mm	- 1,2 %	- 0,7 %		+ 0,7 %	+1,2 %

Un lot est considéré comme non-conforme s'il existe un groupe de quatre (4) résultats dont la moyenne est inférieure au seuil de qualité correcte.

Pour chacun des fuseaux granulométriques définis dans le tableau ci-dessus lorsque la moyenne des résultats se situe :

- x dans la zone de qualité correcte : le matériau est jugé conforme.
  - x dans la zone de qualité médiocre : il est appliqué la réfaction de prix suivante :
    - la réfaction suivante est appliquée pour le passant à 0,063 mm :  
 $0,03 \times g \times P \times t$   
 avec  
 g : écart entre le pourcentage moyen des teneurs en fine mesuré et la valeur de la limite inférieure en fines tolérées (pourcentage).  
 P : prix unitaire.  
 t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.
    - la réfaction suivante est appliquée pour les passants au tamis 2 mm, 4 mm, 6,3 mm, 8 mm, 10 mm, 12,5 mm et 14 mm  
 $0,01 \times |g| \times P \times t$   
 avec  
 g : écart entre le pourcentage moyen du passant mesuré et la valeur limite de la qualité correcte la plus proche du même passant (en pourcentage).  
 P : prix unitaire.  
 t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.
- Cette réfaction est applicable à chacun des tamis.

- x dans la zone de qualité mauvaise : le lot défectueux est refusé. La remise en état complète est aux frais de l'entrepreneur.

#### 4-4.7. Non fourniture relevé de la signalisation horizontale

En cas de non fourniture du relevé de la signalisation horizontale existante, le titulaire encourt une pénalité fixée à 1 000 €.



#### 4-4.8. Chanfreins

En cas de non respect des prescriptions du CCTP ou des remarques écrites du maître d'œuvre concernant la réalisation des chanfreins aux abords des zones rabotées, l'entrepreneur encourt une pénalité de MILLE EUROS (1 000 €) par manquement constaté par le représentant de la maîtrise d'œuvre.

#### 4.5 Primes d'avance : néant

#### 4.6 Interventions d'urgence : prescriptions particulières suivantes :

En cas d'urgence (chaussée détériorée, suite à accident avec incendie, ou suite à un affaissement ponctuel de chaussée après orage, par exemples), une intervention d'urgence sera à réaliser sous 48 heures (en jours ouvrés). Cette prestation sera prise en compte forfaitairement par le prix 13 du Bordereau de Prix.

### ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Retenue de garantie : voir l'acte d'engagement

Avances : sans objet (délais de travaux inférieurs à 2 mois)

### ARTICLE 6. MATÉRIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les trente (30) jours qui suivent la notification du marché.

Autres prescriptions : néant.

### ARTICLE 7. PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le titulaire effectue la déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT).

L'apparition, en période de préparation, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation (DT), constitue un point d'arrêt.

Les opérations de marquage-piquetage effectuées par le titulaire prendront en compte ces écarts, suite à propositions validées par le MOE.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique et la renouveler dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

#### Cas 1 (DT : classe A, DICT : B ou C)

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

## **Cas 2 (DT classe B et C)**

Le maître d'ouvrage a effectué les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) avant la consultation et les données sont joints en annexe du présent CCAP.

Dans le cas où les données fournies par les exploitants de réseaux, en réponse aux DT, ne sont pas de classe A, plusieurs cas de figure :

- réseau non sensible ou quelconque avec durée et emprise faibles : IC non obligatoire mais clauses techniques et financières obligatoires si absence d'IC (elles garantissent une juste rémunération lors de l'utilisation de techniques de précaution et en cas d'interruption de travaux)
- réseau sensible : IC obligatoires sauf pour les branchements pourvus d'affleurant visible depuis le domaine public.

Réseaux sensibles pour la sécurité : hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques liquides ou gazeux, gaz combustibles, vapeur, eau chauffée tout fluide calorporteur ou frigorigène, lignes électriques et réseaux d'éclairage public avec tension > 50V en courant alternatif ou > 120 V en courant continu lisse à l'exception des lignes électriques aériennes à basse tension ou à conducteurs isolés.

Réseaux non sensibles ; lignes électriques et réseaux d'éclairage public autres que ceux de la catégorie « réseaux sensibles », eau destinée à la consommation humaine, à l'alimentation en eau industrielle ou à la protection contre l'incendie, en pression ou à l'écoulement libre, y compris les réservoirs d'eau enterrés qui leur sont associés, eaux usées domestiques ou industrielles ou eaux pluviales.

## **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8.1 Période de préparation (dérogation à l'art 28-1 du CCAG)**

La durée de la période de préparation est indiquée à chaque bon de commande.

Il est procédé par le titulaire, au cours de cette période, à l'établissement des documents suivants :

- le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et le cas échéant le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- les études d'exécution et programme d'exécution des travaux, accompagnés du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- le planning détaillé des travaux,
- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), à remettre par chaque intervenant au coordonnateur SPS après inspection commune, ou au minimum un plan de prévention s'il n'y a pas de coordination SPS.
- le projet de dossier d'exploitation sous chantiers (DESC),
- autre : néant.

Le maître d'œuvre valide ces documents et procède à la déclaration de travaux (DT).

### **8.2 Études d'exécution**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire, à l'exception des suivantes : néant.

Elles sont soumises au visa du maître d'œuvre avant le début des travaux.

Le titulaire admet que les documents qui lui ont été remis sont suffisants pour lui permettre de procéder aux études d'exécution. Il admet que l'ensemble des études complémentaires permettant la parfaite réalisation des travaux, relève des études d'exécution à sa charge. Il est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

Les plans seront remis sous les formats : dwg, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt, pdf ; ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip ; leurs noms devront être suffisamment explicites.

### 8.3 Hygiène et Sécurité

La DIR Centre Ouest est certifiée ISO 45001 depuis le 01/12/2023, sur son organisation en matière de Santé et de Sécurité au Travail. A ce titre, la structure place la sécurité et la santé au travail de ses agents et au cœur de ses préoccupations et de ses actions. Elle apporte également une vigilance accrue à la sécurité de l'ensemble des travailleurs (intervenants extérieurs, partenaires...) et des usagers.

Il est demandé aux entreprises partenaires d'adhérer à cette démarche d'amélioration.

Ainsi, le titulaire devra :

- respecter l'ensemble des dispositions légales en vigueur en matière de santé et sécurité au travail
- prendre connaissance de la politique de prévention de la DIR Centre-Ouest en matière d'hygiène et de sécurité
- veiller que les intervenants disposent des autorisations de conduite des engins en sécurité en adéquation avec les matériels utilisés
- disposer des autorisations de circulation à pieds sur le réseau DIR Centre-Ouest concerné par les prestations demandées
- avoir à disposition l'ensemble des Équipements de Protections Individuels en adéquation avec les prestations demandées
- s'assurer de respecter les règles d'accès aux différentes zones d'interventions après la consultation du CEI concerné
- établir, le cas échéant et avec le site concerné, un plan de prévention ou une coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), avant son intervention.

#### Coordination SPS

La coordination Sécurité et Prévention de la Santé est prise en charge par :

un coordonnateur dont la mission est de niveau 3 au sens du Code du Travail
OU
le maître d'oeuvre, au travers un plan de prévention (éventuellement simplifié)

pour des travaux dont le montant est inférieur à 50 k€ TTC, sans risques particuliers

Dans le cas où les travaux donnent lieu à la livraison de matériaux ou marchandises dans les locaux de l'administration, un protocole sera établi avec le titulaire. Si le titulaire n'assure pas lui-même les opérations de livraison, chargement et déchargement, il devra s'assurer de l'application des mesures de prévention.

Le coordonnateur a libre accès au chantier. En cas de danger grave et imminent constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur définit les mesures nécessaires pour supprimer le danger et peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures édictées en matière de SPS. Il communique directement au coordonnateur tous les documents y afférant.

Il informe le coordonnateur de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de SPS.

À la demande du coordonnateur, il vise les observations consignées dans le registre journal de la coordination.

Il s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions réglementaire et contractuelles relatives à la SPS.

#### Installations de chantier

Les installations suivantes sont réalisées et entretenues par le titulaire : les locaux pour le personnel, y compris douches, sanitaires et vestiaires ;

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### *Signalisation de chantier*

La signalisation au droit et à l'approche du chantier est mise en place, surveillée et maintenue par le titulaire en permanence, sauf décision contraire du maître d'œuvre. Le titulaire désignera, pendant la période de préparation, son représentant plénipotentiaire chargé de la signalisation.

La signalisation sera conforme à l'Instruction Interministérielle en vigueur.

La signalisation d'éventuelle déviation sera mise en place par l'exploitant de la route.

Chaque chantier fera l'objet d'un Dossier d'Exploitation sous Chantier (DESC) constitué : d'un plan de situation des travaux, d'une fiche de renseignement (cf. la note du 14 avril 2016 relative à l'exploitation sous chantier), d'un plan des déviations, des schémas de signalisation temporaire, du compte rendu de la réunion de concertation avec les accords formalisés des gestionnaires des voies concernés par l'axe ou les itinéraires de déviation, d'un volet communication-information aux usagers, d'un projet d'arrêté.

### **8.4 Exploitation du domaine public ou privé**

Le titulaire devra maintenir, pendant toute la durée du chantier, l'accès aux propriétés riveraines.

Il devra assurer en permanence à ses frais l'entretien, le nettoyage et la réparation de toutes les voies utilisées pour les besoins du chantier. Un état des lieux sera effectué avant et après les travaux.

## **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9.1 Contrôles des ouvrages** (dérogation aux articles 24.7 et 38 du CCAG)

Les essais, épreuves et contrôles non prévus au CCTP, demandés par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage. En cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9.2 Réception**

Par dérogation à l'article 41.2 et 41.3 du CCAG, le procès-verbal (PV) des opérations préalables à la réception (OPR), la proposition du MOE et la décision du RPA pourront être rédigés sur un document unique, notifié au titulaire après décision du RPA. Il en sera de même pour la levée des réserves.

Pour les accords-cadres à bons de commande (ACBC), le constat contradictoire et définitif des prestations d'un bon de commande (BDC) vaut PV des OPR sans réserve et réception du BDC. En cas de réserves, un PV de réception peut être formalisé.

Un Ordre de Service précisera les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit : plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ; notices de fonctionnement ; prescriptions de maintenance.

### **9.3 Garanties particulières :**

- *Couche de roulement et de liaison de chaussée* en enrobés fabriqués avec incorporation d'agrégats (réutilisation de fraisats d'enrobés) à un taux supérieur à 10% : 3 ans.

**ARTICLE 10. RÉSILIATION :** pas de prescriptions particulières

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI OBLIGATOIRE**

### **11.1 Les conditions de réalisation**

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique 2019, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Cette clause est applicable aux lots identifiés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	Départements de l'Indre (36) et du Cher (18)
2	Départements de la Vienne (86) et des Deux Sèvres (79)
3	Départements de la Dordogne (24), du Lot et Garonne (47)
4	Départements de Haute-Vienne (87), Creuse (23), Corrèze (19), Charente (16) et Allier (03).

Chaque entreprise qui se verra attribuer un lot devra réaliser sur toute la durée d'exécution du marché, **reconductions comprises** une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'insertion.

Cela consistera à réserver au public visé à l'article X.2 du CCAP **le nombre d'heures prévues**.

**Pour chaque lot, le nombre d'heures minimum à réaliser dans ce cadre sera déterminé par l'application d'une formule appliquée au montant des prestations HT facturées soit :**

**20 heures d'insertion par tranche de 100 000 € HT facturées**

L'exécution de la clause sociale d'insertion peut ne pas être immédiate. Le titulaire du lot peut attendre de cumuler plusieurs dizaines d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de la clause sociale. **Le démarrage doit obligatoirement intervenir quand elle totalise 70 heures** soit à partir de 350 000€ HT facturés

Le titulaire doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution du marché.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le ou les titulaire(s) et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité.

### **11.2 Les publics visés**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validé dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion du territoire concerné.

Les personnes concernées par cette action répondront à au moins une des caractéristiques suivantes :

- Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), sans activité ou en activité partielle,

- Jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Jeunes en suivi renforcé type PACEA ou Service Militaire Volontaire ou en sortie garantie jeune,
- Personnes ayant le statut de réfugié,
- Allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- Bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI),
- Publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi ayant au moins 6 mois d'inactivité,
- Personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politique de la Ville éloignées de l'emploi,
- Personnes résidant en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) éloignées de l'emploi,
- Personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

En outre, le dispositif en charge du suivi de la clause sociale peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH).

Par ailleurs, l'entreprise titulaire a la possibilité d'identifier des candidats par ses propres moyens.

En tout état de cause, l'éligibilité des publics doit être établie **préalablement à leur mise à l'emploi**.

Enfin tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, conformément à l'article 11.3 du présent CCAP.

### **11.3 Les modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire (CDI, CDD ou alternance)

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ou d'une entreprise de Travail Temporaire (selon les particularités de territoire) ou une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT)
- D'une Association Intermédiaire (AI)
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- D'une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) sous réserve des particularités de territoire

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives.

Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales ou peuvent être identifiées au moyen du moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion à l'adresse suivante :

<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/prestataires/>

**NB** : Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci.

**Durée de valorisation** : compter de sa première embauche au sein d'une entreprise, quelle que soit la nature du contrat de travail, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché public, reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées dans l'intervalle temporel du contrat public par le salarié, seront comptabilisées dans la limite de 48 mois.

Par principe, si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation seront comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion. En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisés en amont de l'embauche (PMSMP, stages, etc.).

#### 11.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le DIR CO propose une procédure spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache des facilitateurs/trices des clauses sociales présents sur les territoires des différents lots où se déroulent les travaux.

N° Lot	Dept	Structure	Facilitateur Nom Prénom	Téléphone Mail
1	18	Commune de Vierzon	Valérie PORTEBOIS	02 48 71 88 90 / 06 33 13 95 35 <a href="mailto:valerie.portebois@ville-vierzon.fr">valerie.portebois@ville-vierzon.fr</a>
	36	Châteauroux Métropole		
2	86	Communauté urbaine Grand Poitiers	Béatrice AUDOUSSET	05.49.52.35.97 / 06 72 54 84 02 <a href="mailto:beatrice.audousset@grandpoitiers.fr">beatrice.audousset@grandpoitiers.fr</a>
	86	Mission Locale Rurale Centre Sud Vienne	Pascale BODIN	05.49.87.39.67 / 06. 83..49.27.57 <a href="mailto:pascale.bodin@mlrcsv.com">pascale.bodin@mlrcsv.com</a>
	79	Maison de l'Emploi et de la Formation du Thouarsais	Pauline FOURNIER	05.49.66.76.60 / 07.76.04.22.46 <a href="mailto:pauline.fournier@thouars-communaute.fr">pauline.fournier@thouars-communaute.fr</a>
	24	Maison de l'Emploi du Grand Périgueux	Nathalie DESFARGES	05.53.06.63.97 / 06.75.23.44.47 <a href="mailto:n.desfarges@mde-grandperigueux.fr">n.desfarges@mde-grandperigueux.fr</a>
	24	Mission Locale du Bergeracois	Charles MARBOT	05 53 58 25 27/ 06.14.51.88.04 <a href="mailto:faciliteurmarbot@mlbergeracois.fr">faciliteurmarbot@mlbergeracois.fr</a>
	47	Communauté d'Agglomération d'Agen	Félicien TITONEL	05 53 98 75 45 <a href="mailto:felicien.titonel@agglo-agen.fr">felicien.titonel@agglo-agen.fr</a>

3				
	47	Plie de l'Agenais	Magali CHERON	05.53.98.73.17 <a href="mailto:magali.cheron@agglo-agen.fr">magali.cheron@agglo-agen.fr</a>
	47	ARDIE 47 tout le département 47 hors Agglo d'Agen	Sarah GUYOT	06.22.63.86.14 <a href="mailto:clauses@ardie47.fr">clauses@ardie47.fr</a>
4	87	Limoges Métropole Communauté Urbaine	Johanna NIVARD	05.55.45.29.86 / 06.62.73.81.83 <a href="mailto:insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr">insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr</a>
	87	Conseil Départemental Haute Vienne	Philippe JEANDEL	05.44.00.16.57 <a href="mailto:philippe.jeandel@haute-vienne.fr">philippe.jeandel@haute-vienne.fr</a>
	19	Communauté Agglo du bassin de Brive	Eve MOUSKOUD	05.55.18.17.60 <a href="mailto:eve.mouskoud@agglodebrive.fr">eve.mouskoud@agglodebrive.fr</a>
	19	Conseil Départemental Corrèze	Malorie LACHAUD	05 55 93 74 05 <a href="mailto:malachaud@correze.fr">malachaud@correze.fr</a>
	23	Conseil Départemental de la Creuse	Jérémie HARDY	05 44 30 29 28 <a href="mailto:jhardy@creuse.fr">jhardy@creuse.fr</a>
	03	Allier		
	16	Territoire de la Charente	Sylvie THOMAS	07 86 43 90 46 <a href="mailto:sylvie.thomas@ge16.fr">sylvie.thomas@ge16.fr</a>

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera communiquée au dispositif d'accompagnement avec lequel il sera en contact.

### 11.5 Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé par tous moyens au contrôle régulier de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé et à son évaluation.

A cet effet et selon le lot qui le concerne, le titulaire produit et transmet tous les renseignements afférents au facilitateur en charge du suivi.

**En amont d'un recrutement**, les documents à transmettre au facilitateur sont à minima :

Une fiche d'identification et le CV de la personne recrutée en cas d'embauche directe avec les justificatifs selon les situations.

Une attestation d'embauche reprenant les éléments suivants : la date de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, le lieu de travail, les heures hebdomadaires, mensuelles et annuelles.



**Durant toute l'exécution du marché, l'attributaire s'engage :**

A fournir une attestation, datée et signée, des heures de travail et de formation le cas échéant, en indiquant le lieu de réalisation.

A respecter un rythme de transmission qui sera à convenir avec le facilitateur correspondant.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 11.6 du CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution de celui-ci, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 11.4 du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion,
- S'exécutant dans le même délai d'exécution,
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par l'unité clauses sociales mentionnée à l'article 11.4 du CCAP aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés,
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée au préalable par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR.

Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article 10 du présent C.C.A.P.

## 11.6 Les pénalités relatives à l'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion et dont la responsabilité est imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## 11.7 Dérogation

L'article 11 déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.

## ARTICLE 12. CLAUSE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Il est fait application de l'article 5-1 et 5-2 du CCAG travaux 2021.

## ARTICLE 13. CLAUSE DE MEDIATION

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique.

A cet effet, la médiatrice interne du Ministère de la Transition écologique, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante : [mediateur@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mediateur@developpement-durable.gouv.fr)

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations de la médiatrice interne et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit la médiatrice interne, notifie à l'ensemble des parties et à la médiatrice interne que la médiation est terminée.

## ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>	<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>
CCAP 1-2 intervenants	3-8-1 du CCAG	CCAP 4-3 pénalités	19-1 et 19-2-4 du CCAG
CCAP 2 priorités des pièces	4-1 du CCAG	CCAP 8-1 période de préparation	28-1 du CCAG
CCAP 3-3 variation dans les prix	9-4 du CCAG	CCAP 9-1 contrôles	24-7 et 38 du CCAG
CCAP 3-4 Modalités des paiements	12.1 – 12.2 et 12.3 du CCAG	CCAP 9-2 réception	41-2 et 41-3 du CCAG
CCAP 3-6 augmentation du montant des travaux	14-4-3 du CCAG	AE 2-2 variation des prix	9-4 du CCAG